

Initiatives parlementaires

Kirkby
Kraft Sloan
Lee
MacAulay
Maloney
Manning
Martin (Esquimalt—Juan de Fuca)
Massé
McClelland (Edmonton Southwest)
McKinnon
McLellan (Edmonton Northwest)
McWhinney
Mifflin
Mills (Broadview—Greenwood)
Mitchell
Murphy
Nault
O'Reilly
Pagtakhan
Penson
Peters
Pickard (Essex—Kent)
Regan
Ringma
Robinson
Schmidt
Shepherd
Simmons
Solberg
Speller
Steckle
Stewart (Northumberland)
Szabo
Telegdi
Thalheimer
Torsney
Valeri
Volpe
Wappel
Wells
Williams
Young

Knutson
Lavigne (Verdun—Saint-Paul)
Lincoln
MacLellan (Cape/Cap Breton—The Sydneys)
Manley
Marleau
Martin (LaSalle—Émard)
Mayfield
McGuire
McLaughlin
McTeague
Meredith
Milliken
Mills (Red Deer)
Morrison
Murray
O'Brien
Ouellet
Patry
Peric
Phinney
Pillitteri
Richardson
Ringuette—Maltais
Rock
Serré
Silye
Skoke
Speaker
St. Denis
Stewart (Brant)
Strahl
Taylor
Terrana
Tobin
Ur
Verran
Walker
Wayne
Whelan
Wood
Zed—178

● (1810)

Le Président: Je déclare la motion adoptée.

(Le projet de loi est lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.)

Le Président: Comme il est 18 h 15, la Chambre passe maintenant à l'étude des initiatives parlementaires inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES

[Traduction]

LE CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES
TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River, Lib.) propose:

Que de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait modifier la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité afin d'autoriser le Comité d'examen des activités du renseignement de sécurité à examiner les opérations du Centre de la sécurité des télécommunications (CST).

—Monsieur le Président, je suis heureux d'amorcer le débat par une motion que je considère très importante aujourd'hui. J'espère qu'elle se révélera tout aussi importante pour les Canadiens au cours des années à venir, si elle est adoptée à la Chambre. La motion dit:

Que de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait modifier la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité afin d'autoriser le Comité d'examen des activités du renseignement de sécurité à examiner les opérations du Centre de la sécurité des télécommunications (CST).

Je crois que j'utiliserai dorénavant le sigle CST pour désigner le Centre de la sécurité des télécommunications, car ce sera plus simple.

Je voudrais faire remarquer que la motion demandant l'autorisation d'examiner les activités du CST ne vise pas un seul examen. Elle vise un processus continu de surveillance semblable à celui que suit le Comité de surveillance des activités du renseignement de sécurité pour examiner le fonctionnement du Service canadien du renseignement de sécurité.

Le CST a vu le jour durant la Seconde Guerre mondiale dans le contexte de l'interception de signaux et du décodage de codes. En 1941, il a été établi officiellement à titre d'unité d'examen du Conseil national de recherches. Durant la première partie de son existence, cette unité a été responsable de l'interception et de

CONTRE

Députés

Asselin
Bergeron
Bouchard
Canuel
Chrétien (Frontenac)
Daviault
de Savoie
Duceppe
Fillion
Gauthier (Roberval)
Guay
Jacob
Langlois
Lavigne (Beauharnois—Salaberry)
Leblanc (Longueuil)
Leroux (Richmond—Wolfe)
Marchand
Ménard
Paré
Plamondon
Rocheleau
St-Laurent
Venne—45

Bellehumeur
Bernier (Gaspé)
Bélisle
Caron
Dalphond—Guiral
Debien
Deshaies
Dumas
Gagnon (Québec)
Godin
Guimond
Landry
Laurin
Lebel
Lefebvre
Loubier
Mercier
Nunez
Picard (Drummond)
Pomerleau
Sauvageau
Tremblay (Rimouski—Témiscouata)

DÉPUTÉS «PAIRÉS»

Députés

Bachand
Bevilacqua
Chan
Crête
Dubé
Lalonde
Peterson
Sheridan

Bernier (Mégantic—Compton—Stanstead)
Brien
Cohen
Dingwall
Eggleton
Leroux (Shefford)
Proud
Tremblay (Rosemont)